

Sur l'activité internationale du SNES de 1967 à 1977

► Francois Blanchard



F. Blanchard à l'Assemblée mondiale à Versailles en 1975

En 1967, à l'installation de la nouvelle direction nationale Unité et Action du SNES, nous avons été accaparés par les tâches hexagonales. Après mai-juin 1967, il a fallu constituer les équipes de militants pour le S4 et pour la plupart des S3 nouvellement gagnés, réorganiser les locaux, leurs équipements et la documentation parfois « nettoyée » par les directions “autonomes” sortantes, informatiser le fichier archaïque de *L'US* gonflé onéreusement par les doublons. Et mai 68 n'a pas réduit la mobilisation ! Comme les autres militants, je cumulais les responsabilités : administration, affaires générales et libertés, relations internationales¹...

Des débuts modestes et différés

Les relations internationales se sont donc développées progressivement à la mesure des possibilités. D'autres raisons justifiaient ce choix :

- Les relations internationales n'étaient pas encore des urgences.
- L'OIT (Organisation internationale du Travail) et son secrétariat permanent, le BIT (Bureau international du Travail), ne s'intéressaient qu'indirectement aux questions de l'éducation.
- L'UNESCO brassait de grands thèmes éducatifs sans débouché immédiat sur nos revendications.

¹ Voir sa biographie dans le *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier, mouvement social (nouveau Maitron)* par A. Dalançon et Pierre Pétreman.



Voyage du SNES en Tchécoslovaquie en 1969,
monument des résistants français à Stréčno (Slovaquie).

Six syndicalistes tchécoslovaques, G. Alaphilippe, C. Dupont, J.P. Bonnac, Monique Vuailat,
un hôte. au 2e rang : F. Blanchard, E. Camy-Peyret

- L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) commençait seulement à préconiser aux gouvernements des politiques scolaires utilitaristes inspirées par le grand patronat.

- Les institutions européennes de la CEE (Communauté économique européenne) à l'état embryonnaire ne constituaient pas encore des interlocuteurs nécessaires en matière d'enseignement.

Les obstacles de la division syndicale

Les affiliations internationales reflétaient encore la scission de 1948.

Dans la FEN (Fédération de l'Education nationale), le SNES adhérait de longue date à la FIPESO (Fédération internationale des professeurs de l'enseignement secondaire officiel), fédération du second degré de la CMOPE (Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante), tandis que le SNI (Syndicat national des instituteurs) et le SNPEN (Syndicat national des professeurs d'écoles normales) y adhéraient par la fédération du premier degré ou FIAI (Fédération internationale des associations d'instituteurs).

La CMOPE avait été constituée en pleine guerre froide, principalement par la National Education Association (NEA), organisation américaine peu syndicale, avec les fonds de la CIA transitant par une fondation, la *Vernon foundation*.

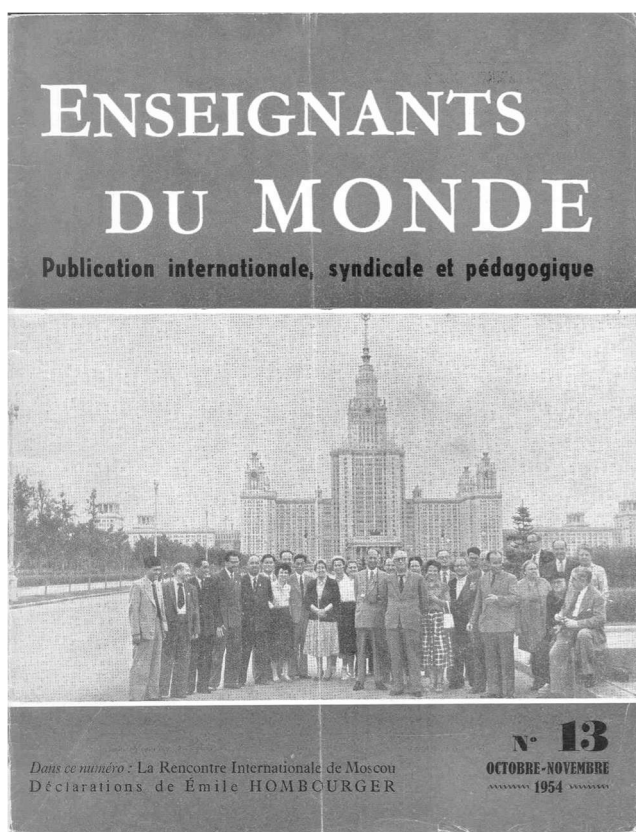
Il n'était pas question de fréquenter les « syndicats » frankistes ni d'accepter les tares originelles de la CMOPE que j'ai dénoncées sans succès à son congrès de Dublin (1968). Au congrès de Sydney (1970) où André Drubay (secrétaire général)² représentait le SNES, le président Carr, responsable du financement occulte de la CMOPE par la CIA et bizarrement soutenu par le SNI, fut battu et remplacé par le RP Conway (indignation « laïque » du FUIO !) de la Fédération canadienne des enseignants.

Le financement fut apuré au prix d'une augmentation des cotisations des organisations membres et le siège fut transféré des États-Unis à Morges, en Suisse.

D'autre part, à l'occasion d'une réponse du syndicat des enseignants de l'URSS à notre courrier condamnant l'invasion de la Tchécoslovaquie (publié dans *L'US* du 6 novembre 1968), nous avons, dans un second courrier, exprimé notre rejet de la conception de syndicats « placés sous la direction du Parti communiste », que nos interlocuteurs avaient exprimée dans leur tentative de justification de l'intervention armée à Prague. À cette époque, j'étais membre du PCF qui officiellement rejetait cette dépendance des syndicats formulée parmi les 21 conditions d'affiliation à la III^{ème} Internationale ; comme les autres militants du SNES, je n'étais donc pas dans la contradiction à cet égard.

Pour le SNES, l'accès au SPIE (Secrétariat professionnel international de l'enseignement), relié à la CISL (Confédération internationale des syndicats libres), était cadenassé par FO pourtant ultra-minoritaire en France dans l'enseignement.

² Ibid.



Brochure du Comité d'Entente
à l'occasion de la Charte de Moscou en 1954 (arch. IRHSES)

La FISE (Fédération internationale des syndicats d'enseignants), affiliée à la FSM (Fédération syndicale mondiale), intégrait quelques syndicats européens (SNETP-CGT et plus tard le SNESup, la CGIL en Italie) et sud américains. Mais, malgré la mise en avant de dirigeants empruntés à la CGT (Louis Saillant puis Gensous à la FSM, Paul Delanoue³ puis Delsal et Rétureau à la FISE), elle était dominée par les syndicats des pays « socialistes ». Une affiliation unilatérale du SNES à l'une de ces centrales ne se justifiait pas. Et, seule la FISE était ouverte.

Enfin effet de l'homogénéité des exécutifs "autonomes" les militants U et A n'avaient pas été associés aux relations internationales, hormis quelques délégations au congrès de la FIPESO par exemple.

³ Voir sa biographie dans le *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier, mouvement social (nouveau Maitron)* par J. Girault.

L'orientation « présent partout »

Il fallait donc partir autrement et franchir les obstacles. Heureusement, il était possible de contourner les barrières nationales d'affiliation ou d'affinités politiques (nébuleuse socialo-travailleuse à l'Ouest, modèle syndical soviétique lié aux partis communistes à l'Est).

Car la diplomatie syndicale internationale n'a pas les mêmes contraintes qu'au niveau national où les contacts intersyndicaux sont déterminés par les perspectives d'action commune. Là, il s'agit d'abord de se connaître et de s'informer mutuellement. Et, dans la fin des années 1960, des préoccupations convergentes se sont multipliées, traversant les frontières et les cloisons d'affiliations : démocratisation et contenus de l'enseignement, formation des maîtres, conditions de travail, rémunérations, opposition aux politiques scolaires rétrogrades avancées par l'OCDE.

Un esprit d'ouverture se manifestait, contrastant avec les exclusives des dirigeants "autonomes" (devenus UID après 1969) et avec l'étroitesse conceptuelle des responsables du SNI (refusant par exemple la formation universitaire des instituteurs en application de la conception réductrice de leur projet d'« Ecole fondamentale » élaboré au début des années 1970).

Emile Hombourger (Autonome du SNES)⁴, président puis secrétaire général de la FIPESO, portait cet esprit de longue date : après la scission de 1948, il avait animé un "Comité d'Entente" avec sa compagne Marie-Louise Cavalier⁵ (SNI, FIAI) et Paul Delanoue, président de la FISE. Charles Ravaux, secrétaire général du SNETP-CGT était aussi un homme ouvert. Thomson, secrétaire général britannique de la CMOPE, reflétait les courants les plus syndicaux de l'organisation. Certaines organisations avaient opéré une véritable mutation, telle la Confédération des enseignants du Québec (CEQ), déconfessionnalisation à la faveur de la « révolution tranquille ». Adhérente turbulente du SPIE, la CEQ rassemblait divers courants à l'instar du SNES. Dans ces conditions, le SNES pouvait retourner à son avantage la situation d'autonomie dont la direction U et A avait hérité à son corps défendant.

⁴ Voir sa biographie *ibid.* par A. Dalançon.

⁵ Voir sa biographie, *ibid.* par J. Girault, Maitron, Claude Penetier.



Cette orientation, imagée par le slogan « présent partout » se mit en pratique par une série de relations et d'initiatives tous azimuts dont *L'US* informa largement les syndiqués, entre autres par des dossiers des n° 17 et 18 des 14 et 27 mai 1970, réalisés en commun avec Claude Gavat⁶. Présentée sans succès par le courant U et A au congrès de la FEN de 1969, cette orientation fut ratifiée au congrès du SNES de 1971.

Quelques repères

Une série d'échanges bilatéraux a permis de faire connaître le visage de notre syndicat souvent caricaturé par tout un chacun : cégétiste, communiste, gauchiste, passéiste, élitiste...

Avec le syndicat GEW de RFA, un échange approfondi sur la formation des maîtres eut lieu à Francfort (21 et 22 juin 1969) suivi par une délégation en France de GEW du 24 au 28 avril 1972.



Photo du haut : P. Delanoue, debout, lors de la signature de la charte de Moscou du Comité d'Entente.
Photo du bas : André Drubay et Emile Hombourger lors de la succession au secrétariat général de la FIPESO

⁶ Voir sa biographie dans le Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier, mouvement social (nouveau Maitron) par A. Dalançon.

Des entrevues et des voyages d'étude ouverts aux tendances minoritaires permirent de nouer des relations avec les syndicats britanniques, américains (NEA), roumain, hongrois, tchécoslovaque, soviétiques, japonais, suédois, chilien, vietnamiens entre autres.

Ce sont surtout les conférences « ouvertes » qui ont permis d'affirmer les positions unitaires du SNES.

- Les 2, 3, 4 février 1968 s'est tenue à Turin à l'initiative de la FSM une conférence sur la formation professionnelle où le SNES est intervenu comme observateur et a proposé de poursuivre la coopération entreprise, ce qui n'a pas empêché les médias de s'interroger sur un supposé ralliement du SNES à la CGT.



Délégation du SNES

au congrès de la FIPESO de 1969 :

De g. à dr. : C. Bocquet, E. Patard, E. Hombourger, (caché, A. Kreisler), A. Drubay, Hutchings, E. Camy-Peyret ; accroupis : Th. Haddad, P. Gros

- Initiée par 11 organisations dont le SNES, la Conférence de Varsovie réunit du 27 au 31 mai 1975, 90 organisations nationales de 68 pays dont le SNI, la CEQ du Québec, NIKKYOSO du Japon ainsi que la CMOPE, la FISE, les centrales latino-américaines, africaines et arabes.

- Du 6 au 10 avril 1970 s'est déroulée à Berlin une conférence mondiale préparée par un comité réuni les 21 et 22 juillet 1969 à Helsinki à l'occasion du congrès de la FIPESO avec la participation d'Étienne Camy-Peyret⁷ (secrétaire général adjoint du SNES) puis à Budapest les 20 et 21 octobre. J'ai présenté à la conférence l'un des rapports au nom de ce comité qui lança l'idée d'une structure permanente de coopération (voir plus loin CICSE).

- A l'initiative du SNI et du syndicat yougoslave, s'est tenue à Dubrovnik du 16 au 21 octobre 1971, une rencontre européenne sur le thème « la révolution scientifique, technique et techno-



Françoise Regnaut

⁷ Voir sa biographie dans le *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier, mouvement social (nouveau Maitron)* par A. Dalançon.



Réception des délégations étrangères au siège du SNES à l'occasion de la 1^{ère} réunion du CICSE
On reconnaît au 1^{er} plan gauche : Georges Ferrand ; au centre F. Blanchard, Albert Daum, Escudero, G. Alaphilippe

Le CICSE

À la faveur de cet esprit de coopération, à l'initiative du SNES, on a pu mettre en place un Comité International de Coopération Syndicale des Enseignants (CICSE) doté pour manifester son ouverture d'une seule instance permanente : un secrétariat exécutif assumé par le SNES. Le SNI resta à l'écart.

Le CICSE organisa les rencontres de :

- Budapest (6 au 8 juin 1972) sur les problèmes des jeunes enseignants,
- Paris (au Sénat) du 27 février au 1^{er} mars 1974 sur les problèmes posés aux syndicats enseignants par la formation initiale et permanente des travailleurs,
- Québec en juin 1977, grâce à une collaboration étroite entre le SNES et la CEQ, il y eut à Québec une très large participation incluant une délégation du syndicat des enseignants palestiniens.



Première réunion du CICSE à Paris en juillet 1971,
Vue générale de la salle



Assemblée mondiale de la CMOPE en 1976

De dr. à g. : F. Blanchard, Jean Petite ; plus loin Alfred Sorel et Jacques Pommatau pour le SNI et Jacques Fournier (SNETAA)

Les congrès de la CMOPE

La participation aux instances de la CMOPE était dans l'héritage statutaire de la direction UID et les délégations du SNES à la FIPESO étaient ouvertes aux tendances suivant leur représentativité.

Les congrès de la CMOPE proprement dits se tinrent à Dublin sur les Droits de l'Homme du 23 au 30 juillet 1968 (voir plus haut). À Sydney, du 5 au 19 août 1970, Drubay (secrétaire général) siégea seul, par économie. Elu président de la FIPESO à Oslo (26 au 30.07.71), il accéda à ce titre aux structures exécutives de la CMOPE jusque-là verrouillées pour le SNES. Le congrès de Londres (1^{er} au 8 août 1972) traita des problèmes européens. Albert Daum participa au congrès de Nairobi (1^{er} au 8 août 1973).

Puis à nouveau Drubay représenta le SNES à Singapour (31 juillet au 7 août 1974). Au poste de président de la CMOPE, Ebert, du syndicat concurrent de la centrale allemande GEW, fut élu contre Wilshire de la NUT* de Grande-Bretagne soutenu par le SNES.

L'Europe

Les affiliations syndicales et la représentation devant les instances de la CEE furent l'objet de concurrences et d'exclusives avant même que l'Europe s'introduise dans les problèmes de l'éducation.

Une Conférence européenne des organisations membres de la CMOPE (Londres, 29 au 31 juillet 1973) remania le Comité Européen constitué dans les années 60 sous la présidence de Robert Chéramy (SNES-autonome). Drubay y siégeait au titre de la FIPESO. Je finis par y siéger jusqu'en 1977 dans son sous-comité ouvert aux organisations nationales.

La direction UID de la FEN, jusque-là absente ès-qualité de l'international, décida de s'y introduire avec accessoirement le souci d'en écarter le SNES, en application de l'homogénéité des exécutifs.

Ainsi avait été constitué en 1970 un Comité Syndical européen des enseignants (CSEE) présidée par la FEN avec le SPIE (lié à la CISL) comme secrétaire. Structure fermée au SNES dont

l'adhésion directe au SPIE, présentée en application du « présent partout » avait été bloquée par FO enseignement.

L'affiliation de la FEN à la Confédération Européenne des Syndicats (CES) n'aboutit pas, bloquée par la CMT internationale de la CFDT qui appartenait à la CES aux côtés de la CISL.

La FEN finira par s'affilier unilatéralement au SPIE ainsi doublement verrouillé pour le SNES.



Yves Eveno

La suite...

Ce témoignage porte sur une période achevée il y a 36 ans. J'ai quitté en effet la direction nationale du SNES et repris un poste à plein temps en juin 1977, Yves Eveno m'a alors succédé à la responsabilité des Affaires internationales du SNES. Le travail international du S4 a été collectif et la condensation volontaire du texte ci-dessus empêche d'en nommer tous les participants. Outre les militants cités plus haut, il faudrait rappeler les contributions de Jean Petite, futur secrétaire général de la FIPESO, Gérard Alaphilippe, Théo Haddad, Michel-Albert Laumonier, Paul Berger, Suzanne Mamane, Edouard Patard, Michaux, Janine Chapard, Georges Ferrand....et bien d'autres enfouis dans ma mémoire octogénaire.

Depuis, les choses ont évolué. La FEN a disparu. Avec la FSU, le SNES a développé d'autres actions internationales. Il appartient aux témoins successeurs de décrire le chemin qu'ils ont parcouru. Il me semble que le même esprit nous a animés.

François Blanchard

Montreuil, le 24 05 2013.



Réception d'une délégation d'enseignants soviétiques dans un S1 à Lyon
On reconnaît de gauche à droite : F. Blanchard, Jean Gavet et Maurice Moissonnier